

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Une-mondialisation-pas-vraiment-liberale>

Une mondialisation pas vraiment libérale

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mardi 13 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le non-marchand continue à progresser et la concentration des entreprises freine la concurrence. Le rêve libéral s'éloigne.

Par Guillaume Duval *

[Alternatives Economiques](#), Hors Série n°59.

Les partisans et les adversaires de la mondialisation sont au moins d'accord sur un point : avec elle, nos économies se rapprochent de plus en plus de l'idéal libéral. Pour ceux qui s'en félicitent, le rêve de Léon Walras serait enfin en voie de se réaliser : le monde tendrait vers la concurrence pure et parfaite, et nous pourrions bientôt connaître les joies de l'équilibre général. Ceux qui sont (à juste titre) inquiets de cette perspective totalitaire montent sur les barricades et organisent la résistance face à la marchandisation du monde. Pourtant, quelle que soit l'ampleur de la domination du discours libéral, de nombreux signes montrent qu'en pratique, ce n'est pas le chemin que le monde est en train de prendre.

Le non-marchand progresse partout

Tout d'abord, la part de l'économie qui échappe à une gestion purement marchande - via les prélèvements obligatoires - continue inexorablement de s'accroître dans les pays développés, au-delà des aléas de court terme. Et ce malgré toutes les promesses électorales et les discours véhéments des hommes politiques de droite, et même désormais de gauche, en faveur de la baisse des impôts et des charges. Ce n'est en fait guère surprenant. Dans des sociétés et des économies de plus en plus complexes et fragiles, les conditions à remplir pour que l'environnement naturel, social, juridique, etc. permette à l'activité économique de se développer deviennent de plus en plus nombreuses et difficiles à réunir. Les actions à accomplir dans ce but devant obligatoirement couvrir l'ensemble de l'économie et de la société, il n'y a pas d'autre choix que de les mener sur la base d'un financement collectif.

Si les pays du Sud ont tant de mal à rattraper les pays riches, c'est à cause de leurs difficultés à construire eux aussi cette part non marchande de leur économie : les systèmes d'éducation, de santé, de retraites, d'adduction d'eau... Contrairement à ce que professent le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, qui mettent en cause leur insertion insuffisante dans le commerce mondial : en fait, ils sont souvent déjà plus ouverts au commerce international que les pays riches.

Certes, cette montée en puissance du non-marchand s'accompagne un peu partout d'une limitation du rôle de l'Etat, comme employeur ou producteur. La contradiction n'est probablement qu'apparente : c'est en effet pour une bonne part la montée elle-même du non-marchand qui implique cette limitation du rôle de l'Etat. Quand ce qui échappe à la logique marchande pèse environ la moitié de l'économie d'un pays, il est impératif d'en diversifier les acteurs pour éviter une centralisation excessive, une concentration trop forte des pouvoirs, des risques d'engourdissement bureaucratique ou de dérive autoritaire. C'est pourquoi, dans tous les pays développés, l'économie non marchande associe de plus en plus souvent aux acteurs publics des mutuelles et des associations à but non lucratif, ainsi que des entreprises privées à but lucratif auxquelles l'Etat délègue telle ou telle mission de service public, comme la santé.

La concentration limite le jeu du marché

Parallèlement, du côté de l'activité marchande, on assiste à une accélération fantastique de la tendance - ancienne

dans le capitalisme - à l'oligopole et au monopole. La firme a toujours été l'antithèse du marché : son existence tient au fait qu'elle est plus efficace que le jeu de la concurrence pour organiser la coordination de la production entre les hommes et les femmes qui la constituent. Ironie de l'histoire, l'accélération récente de la concentration des entreprises résulte notamment des efforts réalisés un peu partout en faveur de la dérégulation et de l'ouverture des marchés. Cela a très rapidement entraîné l'émergence d'oligopoles, voire de quasi-monopoles mondiaux, comme Microsoft, en lieu et place des oligopoles nationaux.

Cette tendance lourde n'est pas due uniquement à la capacité (bien réelle) des multinationales à faire pression sur le pouvoir politique et à l'acheter en cas de besoin. Elle traduit aussi un fait que l'économiste autrichien Joseph Schumpeter [1] avait analysé il y a soixante ans : l'oligopole ou le monopole sont bien souvent plus efficaces que la concurrence. Celle-ci coûte en effet très cher par les multiples doublons qu'elle entraîne, tandis que l'incertitude qu'elle engendre est de plus en plus inadaptée à un monde où les besoins en investissements matériels et immatériels deviennent de plus en plus importants. La véritable concurrence devient un « luxe » réservé aux activités à faible valeur ajoutée et à faible intensité en capital, autrement dit aux secteurs les plus arriérés de l'économie.

L'archaïsme des marchés financiers

La spectaculaire montée en puissance des marchés financiers au cours des années 90 a paru cependant démentir cette tendance : enfin des marchés qui ressemblent à de vrais marchés, avec une vraie concurrence entre une foule d'acteurs anonymes ! La montée des cours de Bourse des années 90 n'était pas cependant le signe de la modernité et de l'efficacité de ces marchés, mais plutôt celui de leur archaïsme.

La bulle spéculative qui s'est formée sur les Bourses mondiales a illustré, jusqu'à la caricature, la myopie persistante des acteurs financiers et leur incapacité à discipliner les entreprises. L'affaire Enron, en particulier, a achevé de montrer combien la dictature des actionnaires était une illusion. Le capitalisme est en fait devenu, durant toute cette période, plutôt plus managérial encore qu'au cours des années 60 et 70. Ce qu'a traduit d'ailleurs la hausse fantastique des revenus des dirigeants d'entreprise.

Une dissymétrie problématique

Contrairement aux idées reçues, nous sommes donc probablement en train de sortir définitivement d'un monde dominé par les rapports marchands. Et cela pas uniquement grâce à l'action de ceux qui contestent la marchandisation du monde, mais aussi parce que la dynamique du capitalisme elle-même condamne les mécanismes de marché à jouer un rôle de plus en plus secondaire.

Il ne s'agit évidemment pas de prétendre que ce processus serait linéaire et mécanique. La capacité de nuisance des idéologues libéraux est réelle. On le mesure particulièrement en Europe, où leur domination sur les instances européennes contribue à plonger l'Union européenne dans la stagnation depuis vingt ans déjà. De même, à l'échelle mondiale, le déséquilibre qui s'est créé entre les multinationales et les capacités d'intervention d'une régulation publique restée très ancrée dans des territoires pèsent lourdement et durablement sur la croissance économique. Le non-marchand implique en effet de mettre dans un pot commun le fruit des impôts et des charges sociales, sans pouvoir être sûr de ce que chacun va en retirer en contrepartie sur le plan individuel. Ce qui nécessite un sentiment fort de communauté d'intérêt et de culture. A l'inverse, l'un des principaux atouts des relations marchandes est d'être peu impliquantes personnellement pour ceux qui y participent : on achète, on paie et on est quitte. D'où la rapidité avec laquelle l'économie marchande a pu devenir mondiale dès qu'on a levé les barrières réglementaires qui limitaient son essor. Les multinationales peuvent désormais jouer les territoires les uns contre les autres, pour se fournir, investir, etc., faisant pression sur les coûts et tout particulièrement sur ceux liés au financement des fonctions collectives, impôts et charges sociales. Ils menacent ainsi, au Nord, le développement de l'économie non marchande et, au Sud, sa construction.

L'heure de la politique

Dans un monde où la concurrence classique joue un rôle de plus en plus secondaire, les formes politiques de direction de l'activité économique prennent de l'importance. La meilleure preuve se lit dans le débat récurrent autour du gouvernement d'entreprise. La discussion porte sur les moyens de l'influence politique de décideurs extérieurs à l'entreprise. Il a été lancé par des acteurs financiers qui constataient ne plus pouvoir influencer suffisamment les entreprises en jouant simplement sur les outils marchands classiques d'achat et de vente de titres. Il se nourrit aujourd'hui de l'intense contestation politique dont fait l'objet le poids croissant des multinationales.

La dialectique qui s'instaure entre cette contestation et la réponse des entreprises sur le terrain de leur responsabilité sociale constitue un phénomène d'une portée majeure. Certes, il y a encore beaucoup de communication et de poudre aux yeux dans les réactions des firmes sur ce terrain. Mais on n'est encore qu'au démarrage d'un processus qui dessine en creux une forme « d'appropriation collective des moyens de production », comme on disait naguère, via la reconnaissance de la légitimité d'autres parties prenantes (stakeholders) que les actionnaires (shareholders) à peser sur les décisions des entreprises. Le mouvement est d'autant plus important qu'il prend son origine et ses racines culturelles dans le monde anglo-saxon, c'est-à-dire au coeur même du système et non à ses marges, comme c'était le cas jusque-là des différentes vagues successives de contestation du capitalisme.

Contrairement aux apparences, le rôle du marché recule et va continuer à le faire. Il n'y a pas lieu cependant de se réjouir excessivement de cette évolution : elle ne porte en elle-même aucune promesse de lendemains qui chantent. Gérer efficacement l'économie en l'absence d'une réelle concurrence, dans un cadre de plus en plus non marchand, est en effet une tâche d'une extrême complexité : maîtriser les monopoles, qu'ils soient publics ou privés, représente toujours un défi redoutable. Le fait d'échapper à la logique marchande ne garantit pas non plus de résultats positifs sur le terrain des inégalités : le système soviétique et sa nomenklatura n'avaient, à bien des égards, pas grand-chose à envier au Brésil ou aux Etats-Unis sur ce plan. Marché ou pas, la lutte pour la démocratie et l'égalité reste plus que jamais d'actualité.

* Voir note sur son livre : [Le libéralisme n'a pas d'avenir](#)

Notas :

[1] Notamment dans Capitalisme, socialisme et démocratie, coll. Bibliothèque historique, éd. Payot, 1990.